

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Hugo-Chavez-doit-venir-au-bout-de-la-greve-au-Venezuela>

# **Hugo Chavez doit venir au bout de la grève au Venezuela.**

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : lundi 16 décembre 2002

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Déterminé à se maintenir au pouvoir, comme la constitution l'autorise, le président vénézuélien Hugo Chavez a lancé dimanche une offensive généralisée contre l'opposition et les grévistes du secteur pétrolier, au lendemain d'une manifestation massive à Caracas pour le pousser à la démission.

Affirmant qu'il n'allait pas quitter la présidence « sous la pression d'un groupe de cadres (grévistes), d'un groupe de putschistes, d'hommes d'affaires des moyens de communication », il s'est engagé à venir à bout de la grève générale lancée par l'opposition, avec fermeté, dans le respect de la Constitution et de la loi.

Le Chef de l'État a également annoncé la reprise des exportations de pétrole du Venezuela, l'importation d'essence pour éviter les pénuries sur le marché national, et une refonte du holding publique Petroleos de Venezuela (PDVSA), qu'il a accusé de constituer « un État dans l'État ».

« L'État est déterminé à prendre toutes les mesures dans le cadre de la Constitution et des lois » pour venir à bout de la grève, constituant un « plan de sabotage » et de « blocus » de l'économie, a-t-il dit, s'exprimant dans son émission télévisée hebdomadaire « Allo Président », d'une durée de cinq heures et demie.

Les grévistes empêchant la reprise des activités économiques « sont en train de commettre un délit », a-t-il dit averti sur un ton ferme et résolu, recourant parfois au langage propre à l'armée, un corps dont il fit partie en tant que lieutenant-colonel.

Hugo Chavez, portant une chemise rouge, a dénoncé la « voie subversive » prise selon lui par certains secteurs de la société vénézuélienne, qu'il a qualifiés de « cinquième colonne de fascistes et de putschistes » portant atteinte aux intérêts nationaux.

Il a réaffirmé sa volonté de respecter totalement la Constitution, adoptée par référendum il y a trois ans jour pour jour, et a dénoncé les initiatives de l'opposition qui y portent atteinte selon lui.

Rejetant l'idée d'organiser des élections anticipées, comme le demande l'opposition, Hugo Chavez a déclaré qu'il y avait au Venezuela « un gouvernement élu légitimement par le peuple par deux fois », fin 1998 et en juillet 2000, pour six ans.

Le président a par ailleurs demandé à l'armée de ne pas se conformer aux décisions de juges allant à l'encontre des décrets émis par la présidence pour prendre le contrôle de l'industrie pétrolière.

Un juge s'était ainsi opposé à une intervention de l'armée sur le pétrolier « Pilin Leon », immobilisé par son équipage dans le lac de Maracaibo, à 500 km à l'ouest de Caracas. Des militaires ont pris le contrôle effectif du navire dimanche.

Hugo Chavez a encore indiqué que son pays avait exporté deux millions de barils de pétrole au cours des trois derniers jours, en dépit de la grève, et qu'il avait ordonné des importations d'essence, bien que le Venezuela dispose, a-t-il dit, d'un stock accumulé de huit millions de barils pour assurer l'approvisionnement du marché intérieur.

Il a également annoncé sa volonté de procéder à « une véritable nationalisation » de PDVSA, qu'il a accusée d'être « au service de l'élite qui l'a contrôlée et s'en est enrichie pendant des décennies ».

## Hugo Chavez doit venir au bout de la grève au Venezuela.

---

« La vraie nationalisation bolivarienne du pétrole commence maintenant », a-t-il lancé, annonçant un prochain audit des comptes « à tous les niveaux du secteur pétrolier », et l'application de toute la rigueur de la loi à l'égard des grévistes de PDVSA, dont « l'abandon de fonction est un motif de licenciement justifié ».

Hugo Chavez s'exprimait au lendemain d'une manifestation, de centaines de milliers de Vénézuéliens à Caracas qui ont exigé sa démission et l'organisation d'élections anticipées.

Manifestations organisée para l'opposition et guidé depuis Washington que avec l'aide des principaux leaders de la grève générale, Carlos Ortega, leader de la Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV), et Carlos Fernandez, président de la fédération patronale Fedecamaras, ont accusé Hugo Chavez d'être un « dictateur sourd et aveugle » et ont appelé à la poursuite illimitée du mouvement jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

La grève, lancée le 2 décembre, paralysait jusqu'à présent totalement PDVSA et les exportations de pétrole du Venezuela, 5e exportateur et 8e producteur mondial de brut.

C.D.